

Commission Restauration des Personnels

Présentation de la Restauration du ministère de la Transition Ecologique :

Lors de cette commission qui s'est tenue le 18 février dernier, le ministère de la Transition Ecologique nous a proposé une présentation de la mise en œuvre et du fonctionnement de sa restauration.

A l'issue de cet exposé, nombreux parallèles ont pu être observés avec notre Ministère ; à l'instar de leur travail d'harmonisation des tarifs, comparables à nos travaux de généralisation de prix plafond, le développement des solutions alternatives notamment dans le cadre du télétravail, avec de la vente à emporter subventionnée et le soutien financier aux restaurants en difficulté.

S'agissant des titres restaurant, ils sont déjà en vigueur au ministère de la Transition Ecologique pour les Personnels qui exercent en Outre-Mer ou dans des structures éloignées de toute restauration administrative.

Pour l'UNSa Justice, l'accès aux titres restaurant doit se développer au ministère de la Justice, avec pour objectif essentiel un accès à une restauration journalière de qualité pour TOUS les Agents.

Subventions Exceptionnelles pour les restaurants :

La crise sanitaire a impacté le fonctionnement des associations de restaurants ou de Mess pénitentiaires : près de 25 structures ont demandé une aide en « urgence », nécessitant un soutien financier proche d'un demi-million d'Euros.

Récemment, plusieurs Mess pénitentiaires essentiellement de la région Grand-Est (Ensisheim, Oermingen, Epinal, Strasbourg, etc...) se sont manifestés pour bénéficier d'une aide financière qui sera apportée par le Bureau de l'action sociale.

L'UNSa Justice a souligné favorablement ces financements nécessaires, a rappelé son attachement à la restauration collective associative et a indiqué qu'elle continuerait à porter une attention particulière aux demandes notamment au cours de cette crise sanitaire.

Restauration dans la Région des Hauts de France :

Lors du dernier Conseil National d'Action Sociale (CNAS), l'UNSa Justice avait vivement dénoncée l'inertie du déploiement de conventions de restauration dans cette région expérimentale.

Rappelons que l'audit sur la restauration des Personnels avait mis en lumière que près d'un Agent sur trois n'avait pas accès à la restauration subventionnée par le ministère et notamment les Agents de petites structures majoritairement de la PJJ, des certaines Juridictions et des SPIP.

Alors qu'à ce CNAS aucun élément probant n'était préalablement présenté, l'administration a été contrainte d'avancer certaines perspectives avec notamment une première possibilité de conventionner 7 sites majoritairement d'autres administrations (Centre des Impôts de Cambrai,

Dunkerque, Roubaix, Lomme, Valenciennes, La poste Petite Forêt, et Société Ineris) **dont la couverture permettrait l'accès à pas moins de 552 Agents de notre Ministère.**

Les visites des sites, visant à finaliser les conventions doivent s'opérer au cours du mois de mars. D'autres structures de la région pourraient venir fortement accroître les capacités au fur et à mesure de la sortie de la crise sanitaire.

L'UNSa Justice a fortement salué cette première avancée notable et a demandé qu'à l'issue des signatures un plan de communication et d'information soit déployé auprès des Personnels concernés.

En conclusion, le bureau de l'action sociale a informé les membres de la Commission de la poursuite de cette expérimentation sur la région Grand-Ouest.

Réflexions sur la restauration à emporter :

La crise sanitaire a entraîné une évolution sur les modes de restauration administrative, notamment avec la restauration à emporter. L'administration a évoqué la possibilité de développer cette possibilité dans les futurs marchés de restauration.

Pour l'UNSa Justice, si le recours à ce mode de restauration est une option pendant la crise sanitaire, cela ne doit en aucun cas être la norme. Toutefois, dans le cadre du télétravail, il va être nécessaire de pouvoir permettre aux Personnels de bénéficier d'un subventionnement pour leurs repas.

Présentation des solutions de frigos connectés :

Une présentation du fonctionnement de frigos connectés a été développée par le bureau de l'action sociale : plusieurs expérimentations seraient à l'étude notamment dans les Hauts de France et la région PACA (Juridictions de Tarascon et Draguignan).

Pour l'UNSa Justice, ce type de solutions nécessite avant toutes choses des expérimentations, avec un dialogue social en lien avec les Conseils Régionaux d'Action Sociale (CRAS) au préalable.

En effet, ce type de solution apparaît répondre à des structures de moyennes envergures comme pour la maison d'arrêt de DOUAI où les Agents sont dépourvus de Mess depuis désormais plusieurs années.

Questions diverses :

Les Agents de la future cité judiciaire de Cayenne, sont les rares Agents de l'Etat n'ayant pas accès à la carte « APETIZ » permettant la restauration.

Le bureau de l'action sociale a confirmé que très peu d'entre eux se rendaient au restaurant conventionné.

Pour l'UNSa Justice, il doit y avoir une égalité de traitement entre tous les Agents de l'Etat.

L'UNSa Justice, propose et agit pour l'ensemble des Personnels...



Le 19 février 2021
Le Secrétaire général
Jean- François FORGET